



**RAPPORT D'ACTIVITÉ PORTANT SUR L'ANNEE 2025  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DU LOIR-ET-CHER**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

**Préambule**, la commission de surendettement des particuliers du Loir-et-Cher est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 17 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

Avec 767 dossiers déposés, le nombre de dépôts de dossiers augmentent en 2025 de 17,5%. Le Loir-et-Cher se singularise au sein de la région Centre Val-de-Loire où l'augmentation n'atteint que 10,4% ou même au regard de la France métropolitaine qui a connu une croissance du nombre de dossiers de 9,8%. Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement dans de département dépasse désormais celui atteint en 2019 (729).

La part des redépôts (35,5%) augmente de 0,9 points en 2025 et se rapproche du niveau régional (36,7%).

**Recevabilité et orientation**

Les dossiers soumis à examen de la commission suivent la tendance des dépôts, et les dossiers recevables (638) ont augmenté de 11,9% par rapport à 2024. Le nombre de dossiers irrecevables (56) a augmenté plus rapidement que les dépôts, si bien que le taux d'irrecevabilité de 8% est très similaire à celui constaté au niveau national (7,7%), mais nettement supérieur à celui constaté au niveau régional (5,4%). La mise en place de la loi API (autres professions indépendantes) et l'orientation subséquentes des dossiers d'entrepreneurs individuels vers le tribunal de commerce continuent d'avoir un impact non négligeable dans le Loir-et-Cher pour expliquer le taux d'irrecevabilité.

33,7% des dossiers ont été orientés vers une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, ce qui est moindre qu'au niveau régional ou national, respectivement de 37,9% et 38,7%. Cela s'explique par une part plus faible de dossiers déposés sans capacité de remboursement ou patrimoine immobilier : seulement 36,6% contre 41,4% au niveau régional ou 43,8% au niveau national.

**Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes**

Pour 39,9% des dossiers traités par le secrétariat, la commission a validé des mesures imposées avec ou sans effacement partiel et dans 13,5% des cas des plans conventionnels. Le nombre de plans conventionnels supérieur à la moyenne tant régionale (10,8%) que nationale (6,6%) est une caractéristique des dossiers du département où les déposants disposent plus fréquemment d'une capacité de remboursement, même modeste, mais suffisante pour élaborer des rééchelonnements de dettes.

**Mesures pérennes (réglant la situation de surendettement) et mesures provisoires**

La part des solutions pérennes s'inscrit en légère baisse à 76,5%, s'écartant de nouveau des résultats régionaux (79,3% de solution pérenne) ou nationaux (83,8% de solutions pérennes). Cette proportion plus faible de solutions pérennes s'explique par l'augmentation de traitements d'attente (attente de liquidation d'une communauté, d'une vente d'un bien immobilier, plus exceptionnellement d'un retour à l'emploi). Ces situations d'attente ont représenté 23% des mesures valant solution en Loir-et-Cher en 2025, 21% dans la région Centre Val-de-Loire, contre 16 % au niveau national.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT  
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES  
ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>   | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>  |
|---|---|--|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 1   |  |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | 5   | Participation à 4 CCAPEX bailleurs privés ou publics (sur 9) et à 1 comité technique sur la révision de la charte de prévention des expulsions                                   |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)  | <i>Nombre de réunions : 2<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 7</i> | Une réunion semestrielle du CDIF (Comité départemental d'inclusion financière)   |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale  | <i>Nombre de réunions : 0<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 0</i> | Les CCAS du département ne sont pas adhérents de l'UNCCAS  |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>Nombre de réunions 0<br/>Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés 0</i>     |  |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...       | 1   | Une réunion annuelle de banquiers avec un focus sur le surendettement  |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | 13  | Dans le cadre de la stratégie d'éducation financière des publics, la Banque de France a développé un ensemble de formations en présentiel à destination des travailleurs sociaux |

**Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à échanger sur des dossiers ayant fait l'objet de différence d'appréciation entre la commission départementale de surendettement et les juges.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

13 stages pratiques ont été organisés par le secrétariat de la commission au profit de 106 travailleurs sociaux.

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

## PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- Nombreux redépôts en lien avec le non-respect d'un précédent plan, notamment délais laissés pour la vente d'un bien immobilier dans le cadre d'une sortie d'indivision.
- Passage en commission des demandes de microcrédit : il n'est pas exigé de justificatifs pour permettre aux commissaires d'apprécier la situation actuelle des débiteurs et le bienfondé de la demande.
- Certains établissements de crédits ne bloquent pas les découverts et les soldes débiteurs à la recevabilité et profitent des rentrées d'argent ultérieures pour les combler laissant les débiteurs démunis.

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- Beaucoup de cas de démarchages abusifs (plus particulièrement pour les personnes retraitées) dans les dossiers déposés impliquant des souscriptions de crédit forcées pour des travaux non nécessaires – Cas particulier des dégâts causés par les intempéries (exemple : orages de grêle...) où les usagers se sont fait abuser avec des devis exorbitants pour réparations.
- Les biens immobiliers de faible valeur du fait de leur situation géographique ou de leur état posent problème car il est souvent évident que la vente ne pourra se faire dans les délais accordés.
- Pas de retour sur les préconisations d'accompagnement social et budgétaire faites par la commission – beaucoup de débiteurs ne se font pas aider ou le refusent.
- Quelques situations de personnes âgées en EPHAD ne parvenant pas à régler leurs frais de logement, voire cumulant les frais liés à leur ancien domicile avec les frais d'EPHAD. Il arrive régulièrement qu'un dossier de surendettement soit déposé sans qu'aucune démarche, pour une prise en charge partielle par le conseil général ou par des descendants, n'ait été faite.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

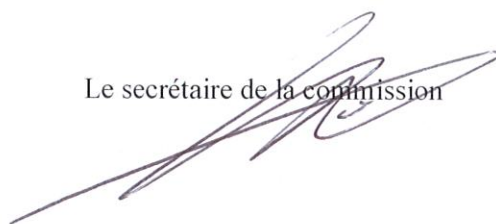
- Les saisies à tiers détenteur mises en place par les diverses trésoreries ne sont pas suspendues à la recevabilité du dossier, ce qui engendre des difficultés pour l'élaboration des plans et des mesures, le budget des débiteurs n'étant pas stabilisé. En conséquence, les tribunaux refusent la suspension des voies d'exécution, car la dette a été soldée, entre temps, par prélèvement après la décision de recevabilité.
- Dans le cadre de la loi API, les jugements retournés par le Tribunal de Commerce, suite à la saisie des entrepreneurs individuels, ne portent pas toujours la mention de recevabilité bien qu'ils soient transmis à la commission pour mise en place de la procédure de surendettement.
- Les dossiers transmis recevables par le tribunal de commerce à la commission ne comportent pas toujours tous les éléments permettant d'instruire les dossiers en procédure de surendettement, les pièces exigées pour instruire un dossier de surendettement n'étant pas utiles à l'instruction d'un dossier par le tribunal du commerce.
- Problème récurrent : certains créanciers ne transmettent toujours pas les informations aux sociétés de recouvrement/huissiers.

Date : le 26 février 2026

Le président de la commission



Le secrétaire de la commission



**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITÉ – Loir-et-Cher**

| INDICATEURS   | 2024         | 2025         | variation<br>2025/2024<br>en % |
|---|--------------|--------------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>   | <b>653</b>   | <b>767</b>   | <b>17,5%</b>                   |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)  | 34,6%        | 35,5%        |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)  | 9,1%         | 11,3%        |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>  | <b>570</b>   | <b>638</b>   | <b>11,9%</b>                   |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale   | 14,7%        | 15,4%        |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>  | <b>45</b>    | <b>56</b>    | <b>24,4%</b>                   |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier  | 46,7%        | 30,4%        |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>  | <b>578</b>   | <b>655</b>   | <b>13,3%</b>                   |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                             | 33,4%        | 36,6%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                             | 31,1%        | 33,7%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)              | 0,0%         | 0,3%         |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes   | 68,9%        | 66,0%        |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>   | <b>622</b>   | <b>702</b>   | <b>12,9%</b>                   |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)                           | 9,8%         | 7,1%         |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)   | 7,2%         | 8,0%         |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)   | 27,8%        | 31,2%        |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)   | 0,0%         | 0,3%         |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)   | 13,8%        | 13,5%        |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i>   | 5,6%         | 4,6%         |                                |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i>                 | 8,2%         | 9,0%         |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)   | 41,3%        | 39,9%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i>                             | 32,6%        | 28,9%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i>  | 16,6%        | 13,7%        |                                |
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i>           | 8,7%         | 11,0%        |                                |
| <b>Proportion de solutions pérennes (en % des mesures valant solution - hors irrecevables et clôtures sans solution)</b>                                | <b>79,7%</b> | <b>76,5%</b> |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b> | <b>3</b>     | <b>9</b>     |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b>                  | <b>4</b>     | <b>1</b>     |                                |

## STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

|  | <b>Données<br/>commission<br/>Loir-et-Cher</b> | <b>Données région<br/>Centre Val de<br/>Loire</b> | <b>Données<br/>nationales</b> |
|--|--|---|-------------------------------|
| Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*                                    | 8,0%   | 5,4%  | 7,7%                          |
| Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 31,2%  | 33,6%   | 34,1%                         |
| Part des plans conventionnels conclus*   | 13,5%  | 10,8%   | 6,6%                          |
| Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 39,9%  | 41,9%   | 44,1%                         |
| Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement**                          | 76,5%  | 79,3%   | 83,8%                         |

\*en % de dossiers traités

\*\*en % des mesures valant solution

## ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

### Loir-et-Cher

| Nom de la commission | Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Loir-et-Cher         | Dettes financières                    | 24 264                           | 496                        | 2 475            | 76,0%                          | 83,5%                          | 21 541                  | 4,0                                   |
|                      | <i>dont dettes immobilières</i>       | 12 429                           | 116                        | 173              | 38,9%                          | 19,5%                          | 93 543                  | 1,0                                   |
|                      | <i>dont dettes à la consommation</i>  | 11 427                           | 450                        | 1 928            | 35,8%                          | 75,8%                          | 15 492                  | 3,0                                   |
|                      | <i>dont autres dettes financières</i> | 408                              | 282                        | 374              | 1,3%                           | 47,5%                          | 711                     | 1,0                                   |
|                      | Dettes de charges courantes           | 2 443                            | 433                        | 1 576            | 7,7%                           | 72,9%                          | 3 431                   | 3,0                                   |
|                      | Autres dettes                         | 5 222                            | 290                        | 639              | 16,4%                          | 48,8%                          | 2 056                   | 2,0                                   |
|                      | Endettement global                    | 31 929                           | 594                        | 4 690            | 100,0%                         | 100,0%                         | 23 154                  | 7,0                                   |

### Région Centre Val de Loire

| Nom géographique           | Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Région Centre Val de Loire | Dettes financières                    | 189 293                          | 4 435                      | 21 564           | 73,2%                          | 79,2%                          | 18 103                  | 4,0                                   |
|                            | <i>dont dettes immobilières</i>       | 83 174                           | 803                        | 1 228            | 32,2%                          | 14,3%                          | 93 812                  | 1,0                                   |
|                            | <i>dont dettes à la consommation</i>  | 102 293                          | 3 985                      | 17 247           | 39,6%                          | 71,2%                          | 15 241                  | 3,0                                   |
|                            | <i>dont autres dettes financières</i> | 3 826                            | 2 420                      | 3 089            | 1,5%                           | 43,2%                          | 778                     | 1,0                                   |
|                            | Dettes de charges courantes           | 28 633                           | 4 303                      | 14 900           | 11,1%                          | 76,9%                          | 3 877                   | 3,0                                   |
|                            | Autres dettes                         | 40 618                           | 3 038                      | 6 586            | 15,7%                          | 54,3%                          | 1 864                   | 2,0                                   |
|                            | Endettement global                    | 258 543                          | 5 599                      | 43 050           | 100,0%                         | 100,0%                         | 20 227                  | 7,0                                   |

## Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                     | Encours des dettes<br>en milliers d'€ | Nombre de dossiers<br>traités (en unités) | Nombre de dettes<br>(en unités) | Part dans l'endettement<br>global | Part des dossiers<br>concernés | Endettement médian<br>en € | Nombre médian de<br>dettes par dossier |
|------------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|--|
| <b>Dettes financières</b>          | <b>3 155 446</b>                      | <b>87 936</b>                             | <b>425 875</b>                  | <b>0,7</b>                        | <b>0,8</b>                     | <b>15 432</b>              | <b>4,0</b>                             |
| dont dettes immobilières           | 1 157 353                             | 10 237                                    | 15 992                          | 0,3                               | 0,1                            | 95 846                     | 1,0                                    |
| dont dettes à la consommation      | 1 918 261                             | 79 915                                    | 349 499                         | 0,4                               | 0,7                            | 14 434                     | 3,0                                    |
| dont autres dettes financières     | 79 832                                | 48 789                                    | 60 384                          | 0,0                               | 0,4                            | 795                        | 1,0                                    |
| <b>Dettes de charges courantes</b> | <b>635 298</b>                        | <b>83 473</b>                             | <b>271 826</b>                  | <b>0,1</b>                        | <b>0,8</b>                     | <b>3 899</b>               | <b>3,0</b>                             |
| Autres dettes                      | 677 874                               | 58 824                                    | 131 111                         | 0,2                               | 0,5                            | 1 990                      | 2,0                                    |
| <b>Endettement global</b>          | <b>4 468 618</b>                      | <b>109 694</b>                            | <b>828 812</b>                  | <b>1,0</b>                        | <b>1,0</b>                     | <b>18 807</b>              | <b>7,0</b>                             |

Source : Banque de France.

